

«Retrait des États-Unis, présence réduite de chefs d'État : la COP23 qui s'ouvre cette semaine, s'annonce moins décisive que la médiatique COP21 de Paris. Pourtant, elle est tout aussi cruciale pour l'avenir de la planète. Deux ans après la signature de l'Accord de Paris, les négociations sur le climat se trouvent désormais au cœur d'une phase plus technique : celle de la concrétisation des engagements pris en 2015.

Convertir les paroles en actes : c'est là tout l'enjeu de la COP23, qui se déroule du 6 au 17 novembre à Bonn, en Allemagne.

C'est aussi tout l'engagement d'Alliantis en accompagnant depuis 2000 de nombreux acteurs publics, associatifs et privés mobilisés pour porter des solutions concrètes et poursuivre la mobilisation, et surtout l'action, pour un monde durable et apaisé ! ».

Sylvianne Villaudière, Dirigeante fondatrice d'Alliantis

« CLIMActu » est l'infolettre conçue et réalisée par Alliantis sur le sujet du climat. Depuis 2014, vous y retrouvez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE
UNION EUROPEENNE ET CLIMAT
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DE RIO+20 ... A LA COP23
AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE



Rappel: Adopté en décembre 2015 lors de la COP21 par 197 pays des Nations unies, l'Accord de Paris vise à contenir le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés : [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (anglais) ; [Convention-cadre sur les changements climatiques](#) (français).

La 22e conférence sur le climat, COP22 à Marrakech en novembre 2016 ([Communiqué de clôture de la COP22](#)) se voulait « africaine », en mettant en avant les initiatives lancées à l'échelle du continent, dont le point d'orgue a sans nul doute été l'organisation du premier Sommet africain de l'action pour le climat. La COP23 (6 au 17 novembre 2017), organisée par les îles Fidji à Bonn en Allemagne, permettra de mettre le curseur sur les conséquences du réchauffement climatique sur les Etats insulaires. En 2018, c'est la Pologne qui devrait accueillir la COP24.

- La 23e conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP23) s'est ouverte ce lundi 6 novembre 2017 à Bonn (Allemagne) avec des appels vibrants, notamment de son Président fidjien, à agir plus fortement contre le dérèglement du climat. "Notre demande collective au monde est qu'il maintienne le cap fixé à Paris" avec l'accord adopté fin 2015 contre le réchauffement planétaire, a dit le Premier ministre fidjien et Président de la COP23, Frank Bainimarama, lors de la cérémonie d'ouverture.

- Entre 25.000 et 30.000 participants sont attendus à Bonn, du 6 au 17 novembre, lors de la 23ème Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP23), a indiqué le chef des Informations publiques et des Services médiatiques au sein de la CCNUCC, Alexander Saier.

- La COP23 s'ouvre ce lundi 6 novembre à Bonn, en Allemagne. Pour la première fois, ce sommet climatique a été placé sous la Présidence d'un petit État insulaire, les îles Fidji, afin d'alerter sur l'urgence d'agir. Avant tout technique, cette COP doit servir à poser les bases de la mise en œuvre concrète de l'Accord de Paris d'ici fin 2018, afin de pousser les États à revoir leurs engagements climatiques à la hausse.

- Deux ans après son adoption, l'Accord de Paris est ratifié par 168 pays, dont les 28 Etats membres de l'UE. Collectivement, les pays l'ayant ratifié cumulent 83,54% des émissions mondiales. Absent de taille : la Russie.

- Le Maroc est "particulièrement engagé" pour assurer la réussite de la COP23 a souligné, le 18 octobre dernier à Nadi (nord-ouest des îles Fidji), le négociateur en chef de la COP22, M. Aziz Mekouar. "Cet engagement a été hautement salué durant les journées de partenariat, mais également dans le contexte des négociations en cours pour mettre en place la feuille de route pour la COP23", a indiqué M. Mekouar, également Ambassadeur pour les négociations multilatérales, dans une déclaration à la MAP en marge des travaux de la Pré-COP23.

- Après avoir réaffirmé samedi 16 septembre qu'il n'y aurait "aucun changement dans la position des Etats-Unis à l'égard de l'accord de Paris", contrairement aux espoirs de certains diplomates européens, la Maison blanche radoucit le message. Dimanche 17 octobre, à la chaîne de télévision CBS, le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson a précisé: "Le président a déclaré qu'il était ouvert à la recherche de conditions permettant que nous restions engagés aux côtés des autres sur ce que nous considérons tous comme un problème à résoudre".

- Ils ne seront bientôt plus que deux. Deux pays sur la planète entière à ne pas soutenir l'accord de Paris sur le climat, conclu fin 2015 lors de la COP21. Ravagée par la guerre civile, la Syrie d'Al-Assad ne l'a jamais signé. Les Etats-Unis de Trump, eux, ont annoncé leur intention de s'en retirer, rompant avec les engagements pris par l'administration Obama.

- À l'ONU, fidèle aux initiatives impulsées du temps de son prédécesseur, le Président Macron a œuvré pour la préservation de l'Accord de Paris sur le climat. Le chef de l'Etat a présidé le 19 septembre 2017 une réunion consacrée à un futur « pacte mondial pour l'environnement », une charte de l'ONU qui rassemblerait tous les textes juridiques en la matière. Un projet lancé par l'ancien ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, présent à New York en tant que président du groupe d'experts internationaux qui planchent sur ce pacte. Laurent Fabius, ex-président de la COP21, juge préoccupante l'attitude de Donald Trump, qui n'a pas prononcé un mot sur le climat à l'ONU.

- Le Président Donald Trump l'avait promis. Scott Pruitt, chef de l'Agence américaine de protection de l'Environnement a annoncé le 10 octobre avoir abrogé le Clean Power Plan (CPP). Cette mesure, instaurée par Barack Obama, devait permettre d'abaisser la part du charbon dans le mix électrique du pays pour en diminuer les émissions de CO2. Mais dans les faits, la décision de la nouvelle administration aura peu d'effet puisque le CPP a été bloqué par la Cour suprême.

- La Suisse poursuit son engagement en faveur de l'accord de Paris sur le climat. Elle va s'engager pour la mise en place de règles robustes et efficaces contre le réchauffement de la planète lors de la COP23. Le Conseil fédéral a donné mercredi 25 octobre à la délégation suisse le mandat de faire respecter ces règles. Il s'agit avant tout d'appliquer la feuille de route élaborée l'an dernier lors de la conférence de Marrakech. La Suisse s'engagera notamment pour des dispositions obligeant les Etats à annoncer leur objectif national ou la création d'incitations favorisant des investissements en faveur du climat.

- Le Gouvernement du Nicaragua avait rejeté l'accord conclu lors de la COP21 à Paris en 2015 en jugeant insuffisantes les mesures prises pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais il a changé d'avis après les violents ouragans qui ont dévasté ces derniers mois les Caraïbes et le sud des Etats-Unis et a déjà soumis les documents d'adhésion aux Nations unies, a précisé la vice-présidente Rosario Murillo.

- La Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a mis en garde contre l'inaction face au changement climatique et aux inégalités, à l'ouverture d'une conférence économique mardi à Ryad. "Si nous ne traitons pas ces questions (...) nous serons confrontés à un avenir sombre", a déclaré Mme Lagarde qui était interrogée sur les défis pour les décennies à venir. Toute inaction sur le climat vaudra dire que "dans 50 ans, nous serons toastés, rôtis et grillés", a-t-elle dit dans une critique implicite des climato-sceptiques, dont le président américain Donald Trump qui a annoncé en juin la sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris.

- Brigitte Collet est Ambassadrice chargée des négociations sur le changement climatique pour la France depuis mars dernier. A l'occasion du sommet Climate Chance d'Agadir, elle a décrypté pour le Journal de l'environnement les principaux enjeux de la COP 23.

- Le 12 décembre prochain, deux ans jour pour jour après l'adoption de l'Accord de Paris au Bourget, le Président français souhaite organiser un "sommet d'étape" sur la lutte contre le réchauffement climatique. Dans une note de l'Élysée datée du 28 septembre, on en apprend qu'il est prévu que ce sommet soit co-organisé avec la Banque mondiale mais aussi avec les Nations unies. Il sera l'occasion de présenter "12 projets transformatifs" en faveur du climat. Quatre tables rondes sont également prévues sur les financements publics, le verdissement des financements privés, l'action des villes et territoires et les politiques publiques permettant d'accélérer la transition écologique.

UNION EUROPEENNE ET CLIMAT

De leur côté, les dirigeants de l'UE tentent d'accélérer le mouvement en faveur des politiques Climat :

- Le Président Emmanuel Macron a présenté, mardi 26 septembre, à l'Université Paris-Sorbonne, son plan pour réformer l'Europe qui "doit être à l'avant-garde d'une transition écologique efficace et équitable". L'Europe "doit favoriser les investissements dans cette transition : transport, logement, industrie, agriculture...". Pour ce faire, le chef de l'Etat prône la création d'une taxe carbone européenne aux frontières "pour assurer l'équité entre ses producteurs et leurs concurrents". Le Président plaide pour qu'un prix "juste" plancher commun soit fixé pour la tonne de carbone, d'au moins "25 ou 30 euros la tonne pour assurer la transition".

- Le 3 octobre, le Parlement européen a soutenu une résolution pour une révision à la hausse des objectifs climatiques pour 2030 et pour une stratégie d'élimination des émissions d'ici 2050. À l'approche de la COP23, les eurodéputés se sont accordés sur une série de recommandations pour revoir à la hausse les objectifs climatiques européens. Cela inclut la préparation et la finalisation d'une stratégie zéro émission pour 2050 avant décembre 2018, date de la COP24 à Katowice, en Pologne.

- Dans une résolution adoptée le 4 octobre 2017, les Députés européens se sont accordés sur les recommandations aux institutions de l'UE et aux États membres en amont de la COP23. Ils appellent les dirigeants de l'UE à mettre en œuvre l'Accord via une législation européenne et à revoir à la hausse les objectifs de l'UE en matière d'objectifs et d'instruments politiques. Une délégation du Parlement européen, menée par la Présidente de la commission de l'environnement, Adina-Ioana Vălean (PPE, RO), se rendra à Bonn du 13 au 17 novembre.

- Les Etats européens ont trouvé un compromis, vendredi 13 octobre, pour parvenir à l'objectif de réduction des leurs gaz à effet de serre de 30 % d'ici 2030. Un objectif qui manque d'ambition par rapport à l'Accord de Paris, qui vise à limiter la hausse des températures à +2° voire +1,5 °. Pour inciter les pays les plus récalcitrants comme Malte à rejoindre le mouvement, l'UE a mis en place un dispositif de soutien financier, la « réserve de sécurité carbone », censée aider les États plus pauvres à réduire leurs émissions de CO2 dans les transports, le bâtiment et l'agriculture.

- Le traité de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (CETA) avait déjà mauvaise presse. Avec le nouveau rapport rendu le 8 septembre dernier au Gouvernement français, la situation ne va pas s'arranger. Selon ce texte de 70 pages rendu par une commission de neuf experts, le CETA devrait avoir un impact "légèrement défavorable" sur le climat.

- Le Gouvernement français présentait mercredi 25 octobre les modalités d'application du très controversé traité de libre-échange entre l'UE et le Canada. La France veut faire en sorte que les mesures destinées à limiter le réchauffement climatique ne soient pas attaquées dans le cadre du CETA. « On va mettre en place ce qu'on peut appeler une forme de veto climatique qui doit nous assurer dès maintenant que les dispositions qui sont destinées à mettre en oeuvre nos propres engagements climatiques ne puissent en aucun cas, et notamment dans le cadre des tribunaux d'arbitrage, être attaquées par un investisseur », a déclaré le Ministre de la Transition écologique et Solidaire en présentant le plan d'action sur le Ceta à l'issue du Conseil des ministres.

- La Région Wallonne lance une campagne pour impliquer les citoyens dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il suffira de quelques clics pour faire un bilan de sa consommation de carbone. Le gouvernement wallon entend «faire évoluer les comportements de manière ludique». Pour y parvenir, chacun peut renseigner son comportement à la maison, dans leurs activités sportives, au bureau... Le site de l'«Agence 2 degrés» classe ensuite le participant dans une «league», où il se voit proposer diverses missions afin d'économiser des kilos, voire des tonnes de CO2. Avec l'appui des organisations relais (fédérations professionnelles, associations de consommateurs, services publics...), qui côtoient les citoyens au jour le jour, la campagne est lancée pour six mois.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

A la veille de la COP 23, Nicolas Hulot a lancé un cri d'alarme sur les causes du dérèglement climatique qui s'annonce. « J'aimerais bien qu'on entende les messages que la nature nous envoie » a déclaré le ministre de la Transition écologique. Au micro de Public Sénat, il n'a pas masqué ses inquiétudes et souligne que « la fenêtre d'opportunité se réduit de jour en jour ». S'il refuse de se laisser aller à la « résignation », son attitude et ses paroles semblent traduire le contraire. Sur la transition énergétique, Nicolas Hulot a semblé amère en estimant « qu'il y a toujours mille bonnes raisons pour essayer de faire moins sur les objectifs d'énergies renouvelables » ». « Moi, je veux avoir des objectifs contraignants, mais il y a toujours mille bonne raisons de ne pas mettre des objectifs contraignants ».

- "Le projet de loi de finances pour 2018 traduit les ambitions du gouvernement pour accélérer la transition écologique et solidaire et rendre accessible la protection de la planète à tous les Français dans leur quotidien, et en particulier les plus modestes", a déclaré Nicolas Hulot en présentant le budget 2018 de son ministère le 27 septembre. Avec une hausse de 3,9%, à 10,4 milliards d'euros, celui-ci fait partie des "gagnants" du projet de loi de finances (PLF) 2018. Mais ses actions sont recentrées sur la mise en œuvre du Plan climat présenté en juillet dernier. S'agissant des emplois, le ministère continue à voir ses effectifs baisser : -828 postes en 2018 (on comptait 660 suppressions de postes en 2017) pour le ministère et -446 postes pour ses opérateurs (-334 postes en 2017). Le plafond en équivalents temps plein (ETP) est porté à 40.805 pour le ministère et à 19.791 pour les opérateurs.

- A l'approche de la présentation du projet de loi de finances (PLF) pour 2018, le réseau d'élus et de professionnels Amorce avait détaillé les propositions qu'il porte auprès des parlementaires. L'association attend un signal fort pour ne pas voir stagner la transition énergétique.

- Transition énergétique, transformation numérique, formation et innovation : le Premier ministre Édouard Philippe a détaillé le 25 septembre les budgets du grand plan d'investissement prévu par le Gouvernement pour les cinq ans à venir. Un plan de 57 milliards d'euros en 2018-2022 dont la répartition se base sur le rapport de l'économiste Jean Pisani-Ferry. Ce grand plan d'investissement met l'accent très fortement sur la transition énergétique, priorité du quinquennat, avec 20 milliards d'euros. Dans le détail, cette somme se répartira notamment entre la rénovation thermique des bâtiments pour 9 milliards d'euros et le développement des énergies renouvelables pour 7 milliards.

- Selon un rapport de France Stratégie, publié début septembre quelques jours avant des élections fédérales allemandes, l'EnergieWende, la transition énergétique outre-Rhin, serait en train de rater une partie de ses objectifs, tout en faisant peser un poids financier trop lourd sur les petits consommateurs. Pour autant, l'auteur souligne un essor spectaculaire des renouvelables.

- L'Ademe a présenté, le 19 octobre, deux études proposant un scénario bas carbone pour 2050 et une batterie de mesures pour y parvenir. Avec ses nouvelles études prospectives, l'Ademe compte alimenter le débat lancé par la révision de la Programmation pluriannuelle de l'énergie et de la Stratégie nationale bas carbone. Réactualisée par rapport à novembre 2012, cette vision -qui se veut «ambitieuse et réaliste»- confirme qu'une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 70% en 2050 ainsi qu'une baisse de la consommation d'énergie finale de 49% sont possibles, en accord avec la loi sur la transition énergétique (LTECV).

- Climat et transition énergétique : la France et l'Allemagne souhaitent renforcer leur coopération. A l'occasion d'un séminaire franco-allemand organisé le 4 septembre 2017, les deux pays ont développé des lignes de travail en faveur d'une mise en œuvre de l'Accord de Paris et d'une transition énergétique au niveau européen.

- Le Ministère de la Transition écologique a transmis courant septembre à l'Union européenne les dernières statistiques officielles en matière de développement des énergies renouvelables en France. Ce reporting, effectué dans le cadre de la directive relative à la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables, confirme le retard déjà évoqué en août 2016 par les services du ministère.

- Le Gouvernement a par ailleurs lancé le 19 septembre dernier les Assises de la mobilité. Trois mois de concertations qui doivent aboutir sur une nouvelle loi d'orientation des mobilités début 2018. L'objectif est de réduire la part de la voiture individuelle pour faire plus de place aux modes de transport doux. Selon un rapport du Shift Project, publié pour l'occasion, la généralisation du covoiturage et du vélo permettrait de réduire les émissions de CO2 de 60 % dans les zones périurbaines.

- Les engagements anti-charbon se sont multipliés à l'approche de la COP23. Le Royaume-Uni et le Canada viennent de s'engager à exclure prochainement le charbon " sale " de leur mix énergétique. Quant aux Pays-Bas, ils envisagent une rupture totale avec le charbon. Cette évolution devrait se produire à l'horizon 2025 au Royaume-Uni et en 2030 au plus tard aux Pays-Bas et au Canada.

URGENCES CLIMATIQUES

La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :

- D'après la déclaration provisoire de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur l'état du climat mondial publié ce 6 novembre, la température moyenne à la surface du globe pour les neuf premiers mois de l'année dépassait de quelque 1,1 °C celle de l'époque préindustrielle. Sous l'effet d'un puissant Niño, 2016 devrait conserver son statut d'année la plus chaude, 2015 et 2017 se disputant la deuxième et la troisième places.

- L'été 2017 a été le deuxième été le plus chaud en France depuis 1900, avec une température supérieure de 1,5°C en moyenne, a annoncé Météo France. "On aura des étés de plus en plus chauds surtout si rien n'est fait contre le réchauffement climatique", a réagi sur franceinfo, vendredi 1 septembre, Jean Jouzel, climatologue et ancien vice-président du GIEC.

- L'observatoire climat des Hauts-de-France a rendu son verdict sur l'évolution de notre climat tempéré d'influence océanique, ses températures clémentes et ses précipitations régulières. Mais les résultats présentés le 5 octobre à Arras ne cèdent plus la moindre place au doute : oui, le climat de la région a déjà changé.

- Le changement climatique est visible aussi en France, en Île-de-France et bien sûr à Paris où le phénomène d'îlot de chaleur urbain (caractéristique des villes denses) amplifie l'augmentation des températures. Face à cette situation, la Ville de Paris a mis en œuvre son Plan Climat Energie Territorial (PCET). L'APC et Météo-France vous informent sur l'évolution du climat à Paris.

- L'Oxfam a également publié un rapport accablant sur la situation des déplacés climatiques. Depuis 2008, environ 26 millions de personnes sont déplacés chaque année à cause d'une catastrophe naturelle. En 2016, elles étaient 23,5 millions selon le rapport d'Oxfam publié le 2 novembre 2017 et intitulé « Déracinés par le changement climatique ». Et c'est sans compter toutes les personnes forcées de quitter leur foyer à cause de catastrophes dites « lentes », comme les sécheresses et la montée des eaux.

- Pour la première fois depuis plus de dix ans, les chiffres de la faim dans le monde repartent à la hausse avec 815 millions de personnes souffrant de famine, soit plus d'une personne sur dix. En cause, des conflits de plus en plus nombreux exacerbés par les événements climatiques extrêmes (inondations, sécheresses...). Un cercle vicieux qui n'est pas près de s'arrêter. La faim pourrait augmenter de 10 % à 20 % d'ici 2050.

- Elles ne cessent de faire la « Une » des journaux en cette rentrée, les catastrophes naturelles se multiplient d'un point à l'autre du globe. Un avertissement de ce qui nous attend si nous ne prenons pas de sérieuses mesures pour lutter contre le réchauffement climatique, alerte à l'unisson la presse mondiale. Signe que ces catastrophes sont toujours plus importantes, leur coût a été multiplié par cinq en seulement quinze ans.

- Le coût des catastrophes liées au changement climatique, comme les ouragans, les sécheresses et les incendies de forêt, pourrait atteindre 35 milliards de dollars par an d'ici à 2050 aux États-Unis, a prévenu un organisme du Congrès, appelant le gouvernement fédéral à mieux s'y préparer. Le rapport du Government Accountability Office (GAO) –équivalent de la Cour des comptes en France– estime que les États-Unis ont dépensé plus de 350 milliards de dollars ces dix dernières années en programmes d'aide aux victimes de désastres naturels ou pour couvrir des pertes (récoltes agricoles par exemple).

- BP, Chevron, Gazprom, Coal India... Les 90 principales entreprises productrices de pétrole, gaz, charbon et ciment sont responsables de 57% de la hausse de la concentration atmosphérique en CO2, de près de 50% de la hausse de la température moyenne mondiale, et d'environ 30% de la hausse du niveau moyen des mers observées depuis 1880. Ce sont les résultats d'une étude publiée le 7 septembre par l'ONG américaine Union of Concerned Scientists (UCS) dans la revue "Climate Change".

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

- À la veille de l'ouverture de la COP23, de nombreux rapports ont été publiés tous plus alarmants les uns que les autres sur l'urgence d'agir. Celui du World Resources Institute n'échappe pas à la règle. Selon ses estimations, 49 pays ont d'ores et déjà atteint leur pic d'émissions de gaz à effet de serre, ils seront 57 en 2030. Un premier pas pour rester sous les 2°C mais qui ne suffira pas pour atteindre l'objectif final.

- Ce 1^{er} novembre, la coalition d'entreprises We mean business a annoncé le lancement du Climate Policy Tracker un outil en ligne visant à accompagner les entreprises dans leur connaissance et suivi des politiques climatiques de différentes zones géographique.

- Pour les deux ans à venir, c'est le Président de l'Agence française de développement (AFD), Rémy Rioux, qui prendra la tête de l'International Development Finance Club. Ce regroupement de 23 banques de développement pèse 3 000 milliards de dollars. Un poids financier qui doit être mis au service du climat dès le sommet du 12 décembre à Paris.

- Pour Gaël Giraud, économiste en chef de l'Agence française pour le développement (AFD) s'exprimant dans un article fin septembre, les politiques climatiques nationales ne permettront en aucun cas de stabiliser le réchauffement à 2°C. En cause, leur irréalisme, leur durée limitée dans le temps et leur incapacité à flécher l'épargne vers les investissements 'bas carbone'. Seule solution: taxer les émissions de gaz à effet de serre (GES), lourdement si possible.

- Outre Paris, 12 maires de grandes villes dont Los Angeles, Mexico, Auckland ou Londres, ont signé à Paris une déclaration s'engageant à acheter des bus propres et tendre vers le « zéro émission » d'ici 2030, pour lutter contre le changement climatique. Par cet engagement, signé dans le cadre d'une réunion du réseau de villes C40, ces maires s'engagent à « acquérir, avec nos partenaires, uniquement des bus à zéro émission à partir de 2025 et à s'assurer qu'une partie importante de nos villes soient des zones à zéro émission à l'horizon 2030 ».

- Lors d'une session tenue à Montréal (Canada) du 6 au 10 septembre 2017, le GIEC a publié les lignes directrices de son prochain rapport. Cette publication sera la sixième depuis la création du Giec en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Pnue.

- La 2e édition de "Climate Chance" s'est tenue à Agadir du 11 au 13 septembre. L'événement, organisé par la région Souss-Massa en partenariat avec l'association Climate Chance, a réuni plus de 2.000 participants venus de 80 pays différents. Au programme : 5 réunions plénières, 5 dialogues de "haut niveau", 80 ateliers, 15 focus, 17 forums ainsi que plusieurs side events qui ont permis aux collectivités locales, entreprises, associations et autres ONG présentes, d'échanger pour consolider leur coopération, mais également de faire le point sur les difficultés rencontrées.

- Tandis que deux organisations internationales, l'OMM et le PNUE, ont tour à tour alerté sur l'urgence climatique, Yukiya Amano, directeur général de l'Agence internationale pour l'énergie atomique(AIEA) qui a rappelé à l'occasion de la 4ème Conférence ministérielle internationale sur

l'énergie nucléaire que des solutions existent et plaidé à Abu Dhabi pour la construction de nouvelles centrales nucléaires.

- Le Sommet Climate Chance s'est conclu à Agadir, le 13 septembre, avec l'adoption d'une feuille de route rappelant que l'action climatique ne peut être dissociée des enjeux de développement durable et des acteurs non étatiques. Avant que ne se clôtüre le troisième sommet Climate Chance, les acteurs non étatiques ont tenu à rappeler la nécessité de conjuguer atténuation et adaptation au dérèglement climatique aux autres grands défis de ce siècle. A commencer par la lutte contre la pauvreté, mais aussi l'accès à l'énergie durable, à l'eau et autres ressources, développement urbain durable, souveraineté alimentaire, santé des populations, égalité homme-femme, travail décent et droit des travailleurs, respect des droits des peuples autochtones, protection des forêts et de la biodiversité, préservation des ressources naturelles.

- L'Ademe actualise ce mois d'octobre son scénario énergie-climat 2035-2050, première mise à jour de ses « visions » publiées en 2013. Ces travaux soulignent l'enjeu que représente l'atteinte des objectifs ambitieux fixés par la loi face aux enjeux climatiques, et les efforts à faire à court-moyen terme d'ici à 2035, pour se placer sur une trajectoire permettant d'atteindre les objectifs. A cette actualisation sont associées, dans une autre étude publiée également aujourd'hui, des propositions de mesures concrètes à déployer pour l'atteinte des objectifs. L'ensemble de ces travaux va permettre de contribuer à la mise à jour de la Stratégie Nationale Bas Carbone et de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie et de répondre aux enjeux du plan CLIMAT.

- Deux ans après l'Accord de Paris, les grandes entreprises ont pris le train de la lutte contre le réchauffement climatique, même si beaucoup reste encore à faire, selon un rapport publié le 24 octobre 2017. Près de 9 multinationales sur 10, parmi les plus importantes et celles ayant le plus fort impact environnemental, ont désormais des objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, selon le bilan annuel du CDP, plateforme de communication environnementale à but non lucratif. 14% des entreprises se sont ainsi donné des objectifs alignés sur le niveau de décarbonisation nécessaire pour limiter le réchauffement de la planète sous les 2 degrés.

- Les Amis de l'environnement irlandais (FIE) ont lancé une action judiciaire contre le Gouvernement irlandais. Le réseau de citoyens reproche à l'Etat de ne pas avoir pris les mesures suffisantes pour éviter le changement climatique. FIE suit ainsi l'exemple des 900 citoyens néerlandais qui ont attaqué (et fait condamner) le Gouvernement des Pays-Bas en 2015 et des 21 jeunes qui ont attaqué le gouvernement américain fin 2016.

- En 2006, l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore, s'alarmait du réchauffement climatique dans « Une vérité qui dérange ». 11 ans plus tard, il revient avec Une suite qui dérange. Une déclaration de guerre à l'administration du président Donald Trump - ouvertement climatosceptique -, mais aussi un rappel de ses mises en garde de 2006, plus que jamais actuelles.

- Aux Etats-Unis, les scientifiques dénoncent une nouvelle « censure » sur le climat. L'Agence de protection de l'environnement (EPA) américaine a annulé en octobre la participation de trois de ses scientifiques à une conférence sur les effets du changement climatique prévue dans l'Etat de Rhode Island. D'après le « New York Times », qui révèle l'information, l'EPA a annulé « sans explication » la venue de ses experts et ne sera pas représentée à la conférence, dont la programmation n'a pourtant pas changé, a précisé Tom Borden, organisateur de l'événement.

Depuis Rio en 92... à la COP22 (Cliquez [ici](#) pour lire la suite)

Présente à Rio en 1992 avec une délégation de chefs d'entreprises français pionniers du développement durable au moment du 1^{er} Sommet de la Terre, Sylvianne Villaudière a fondé en 2000 le cabinet Alliantis pour « tisser des alliances » et accompagner les décideurs en matière de stratégie d'alliance et RSE.

Mobilisée à l'occasion des deux grands événements mondiaux : Rio+20 et la COP21 à Paris en tant que Coordinatrice de « Solutions COP21 » au Grand Palais, elle a aussi contribué à la COP22 en 2016 en tant que coordinatrice d'Entreprises COP22 présidée par Brice Lalonde.

Retrouvez un retour en images sur le blog de la Coordination en cliquant [ici](#). *Blog de la Coordination : www.entreprisescop22.wordpress.com*

Dans la continuité de cette mobilisation, nombre d'acteurs étaient présents sur le Pavillon proposé par le Club France Développement durable et le Comité 21 à Agadir (Maroc) dans le cadre de la **deuxième Edition de Climate Chance** du 11 au 13 septembre 2017.

Les rendez-vous du Climate Club au Sommet Climate Chance à Agadir (Maroc)

Le Climate Club a participé au Sommet Climate Chance d'Agadir en organisant plusieurs manifestations pour échanger autour des sujets de l'innovation verte et de la neutralité carbone.



Mardi 12 septembre 2017 : Conférence "Présentation du Climate Club, initiative pour un futur bas-carbone"; Echanges avec les partenaires : Guillaume de Laboulaye, Project Manager à ENERGIES 2050 ; Jonathan Guyot, chargé de solidarité climatique du GERES ; Animation : Sylvianne Villaudière, Directrice fondatrice d'Alliantis

Conférence "Innovation verte et transition écologique : quelles expériences et bonnes pratiques d'entreprises pour faire des ODD un levier de performance ?" Avec : Brice Lalonde, Ancien ministre français de l'environnement, Président du Business & Climate Summit ; Stéphane Pouffary, Président, ONG ENERGIES 2050 ; Gilles Vermot - Desroches, Directeur du Développement Durable, Schneider Electric Animation : Renaud Le Chatelier, Manager du Climate Club



Mercredi 13 septembre 2017 : Conférence "Regards croisés sur le climat comme levier de performance"

Enseignements tirés de Climate Chance par des dirigeants d'entreprises, ONG et territoires

Animation : Renaud Le Chatelier, Manager du Climate Club

Séminaire de haut niveau le 10 octobre 2017 sur le thème
« Climat-Action: de la COP22 à la COP23 »

Un Séminaire de haut niveau sous le thème « Climat-Action: de la COP22 à la COP23 » était organisé le 10 octobre à Paris à l'initiative de l'Ambassade du Maroc en France en collaboration avec l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE).

Cet événement qui témoigne de la qualité de la coopération développée entre l'OCDE et le Maroc, s'est déroulé sous la forme de deux panels thématiques sur les perspectives du partenariat de Marrakech animé par Sylvianne Villaudière (Alliantis), et sur les financements climatiques animé par Pierre Ducret (I4CE), suivis d'une séance de clôture solennelle en présence notamment de **Salaheddine Mezouar**, Président de la COP22 et ancien Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc et **Brune Poirson**, Secrétaire d'État chargée de la Transition écologique et solidaire.

[Consulter le Programme du Séminaire](#)

Nouvelle édition du « Livre Blanc - Femmes Santé Climat
suite à la version présentée le 8 mars 2017 à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris

Dans la continuité de la COP22, les représentantes des 3 réseaux féminins, Isabelle Guitton (Femmes et Développement Durable), Isabelle Blin (Supplément d'Elles) et Sylvianne Villaudière (Femmes Débat et Société) ont présenté le 8 mars 2017, à l'Ambassade du Royaume du Maroc à Paris, un Livre blanc intitulé : « Femmes, santé, climat, avançons ensemble vers la COP22 » regroupant des témoignages de responsables de la sphère privée ou publique, œuvrant à leur manière contre le dérèglement climatique et ses impacts sur les femmes et sur la santé.

Un Appel à de nouvelles contributions en vue de l'édition du Livre Blanc « Femmes Santé Climat de la COP 22 à la COP23 » a été lancé par les réseaux féminins à l'attention du plus grand nombre de réseaux français, marocains/africains et internationaux, et en particulier des Iles Fidji.

[Consultez le livre Blanc « Femmes Santé Climat »](#) ; *Plus d'information : www.climat-sante.org*

**Une nouvelle édition du Livre Blanc est rendue publique
à Paris ce 8 novembre 2017 en partenariat avec l'UNICEF.**

AGENDA – EVENEMENTS CLIMAT

Dans le cadre de la COP23 [Consulter le programme](#)

- 6 au 17 novembre 2017, [COP23 organisée par les îles Fidji](#) (Bonn - Allemagne)

- 7 novembre 2017 (10h - 11h30), Side-event du Climate Strategies et Iddri « Mise en œuvre de l'Accord de Paris : transition énergétique, innovation et rôle de la gouvernance climatique internationale », (Pavillon de l'UE - Zone Bonn)

- 9 novembre 2017 (15h00 - 16h30), Side-event Institute for Global Environmental Strategies (IGES) « Liens entre NDC et ODD : synergies et compromis », (Pavillon Japon - Zone Bonn)

- 10 novembre 2017, premier jour thématique de la COP 23 consacré à l'eau, l'agriculture et l'énergie

- 10 novembre (11h00-12h30), Bilan du Sommet Climate Climate Chance 2017 d'Agadir (Pavillon du Maroc, Zone Bonn)

- 10 novembre 2017 (11h30 - 13h30), Side-event de l'Association allemande pour la coopération internationale (GIZ) « De l'ambition à l'action : décarboner le secteur du transport en Allemagne et à l'international », (Bureau GIZ à Bonn)

- 10 novembre 2017 (13h00-14h30), Présentation et point d'étape de l'initiative « Ensemble contre les changements climatiques en Afrique - Side-event portés par Climate Chance (Pavillon de la Francophonie, Zone Bonn)
- 11 novembre 2017 (11h30 - 12h45), Journée thématique dédiée au transport - Session de groupe : élaboration de politiques et définition d'objectifs pour le secteur des transports - COP23 (Salle 6, Salle 8 - Zone Bonn)
- 11 novembre 2017, deuxième jour thématique de la COP 23 consacré les océans, les transports et les comportements humains
- 12 novembre 2017 (11h30 - 12h45) - Side-event WWF « Forum mondial des leaders du véhicule électrique » (WWF-Panda Hub - Zone Bonn)
- 12 novembre 2017, troisième jour thématique de la COP 23 consacré à l'industrie et la forêt.
- 12 novembre 2017, événement de haut niveau consacré aux "actions sanitaires pour la mise en œuvre de l'accord de Paris" organisé par la Présidence des Fidji
- 13 et 14 novembre 2017, [8th Sustainable Innovation Forum](#) (Bonn - Allemagne)
- 14 novembre 2017 (11h30 - 13h30), Side-event de l'Union pour la Méditerranée (UpM) « Financement en faveur du climat et transition énergétique dans la région méditerranéenne » (Zone Bonn)
- 14 au 16 novembre 2017, [World Climate Solutions](#) (Bonn – Allemagne)
- 15 novembre 2017 (9h30-11h00), Coalition Gouvernance Multi acteurs et Multi niveaux : « Boosting cooperation between all actors to implement the Paris agreement » - Side-events des Coalitions thématiques fédérées par l'Association Climate Chance (Pavillon de l'Union Européenne, Zone Bonn)
- 16 novembre 2017 (16h45 - 18h15), Side-event Iddri « Modelling and Informing Low Emission Strategies (MILES) » (Pavillon UE - Zone Bonn)
- 17 novembre 2017 (10h30-12h00), Bilan de la COP23 du point de vue des acteurs non-étatiques et par rapport aux priorités de la Déclaration d'Agadir - Side-events portés par Climate Chance (Pavillon Cities & Regions, Zone Bonn)

Au programme du Pavillon France (Zone Bonn) [Consulter le programme](#)

- 14 novembre 2017(17h30-18h30), intervention d'Alain Marty Directeur Développement durable d'ENEDIS sur le thème « Le réseau électrique, vecteur de la transition énergétique et acteur de la résilience »
- 15 novembre 2017 (12h00-13h00), Conversation et débat autour de l'Observatoire Climate Chance de l'action climatique non-étatique Side-events portés par Climate Chance (Pavillon de la France – espace « Paris Agreement Café », Zone Bonn)
- 16 novembre 2017 (17h30-18h30), Conférence du Comité 21 sur le thème « Adaptation au changement climatique »
- 16 novembre 2017 (18h45-19h30), Conférence du Comité 21 sur le thème « La lutte contre les changements climatiques : les acteurs non étatiques se mobilisent, s'engagent et agissent »
- 16 novembre 2017 (19h45 - 20h30), Conférence du Comité 21 sur le thème : « La stratégie des acteurs français pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 »

Au programme du Pavillon ENERGIES 2050 (Zone Bonn)

- 8 novembre 2017 (15h - 16h30), Conférence « Neutralité carbone : pourquoi et comment l'atteindre ? », co-organisée par le Climate Club et ENERGIES 2050
- 13 novembre 2017 (17h – 20h30), Intervention de Gilles Vermot Desroches, Directeur Développement Durable - Schneider Electric, dans le cadre du side-event « L'énergie, un droit humain fondamental... » suivi d'un cocktail offert par Schneider Electric
- 15 novembre 2017 (17h - 18h30), Conférence organisée par Alliantis, EcoAct et ENERGIES 2050 : « Comment faire de la neutralité carbone un levier de performance pour votre entreprise ? » suivi d'un cocktail offert par EcoAct

Autres événements à venir d'ici la fin de l'année 2017

- 6 et 7 novembre 2017, "Global Social Business summit" en présence notamment de la maire de Paris Anne Hidalgo et du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus
- 6 au 13 novembre 2017, 10e semaine de la finance solidaire organisée par Finansol
- 7 novembre 2017, Conférence de haut niveau du Parlement européen organisée à Bruxelles portera sur le financement des énergies propres
- 7 novembre 2017, Ville de Paris présentera son nouveau plan climat
- 14 novembre 2017, [Troisièmes Rencontres Euro PP](#) (Paris)
- 4 jours en novembre 2017, [rencontre organisée par l'Alliance pour une Education à la Citoyenneté Planétaire de jeunes du Nord et du Sud à la COP 23](#) - Avec le soutien notamment de Jean Jouzel, Climatologue, Vice-président du groupe scientifique du GIEC
- 20 novembre 2017, Débat du Comité 21 sur le thème : « Quel bilan de la COP23 ? » (Paris)
- 21 novembre 2017, Débat CNRS-Comité 21 « Quelle adaptation au changement climatique ? »
- 21 novembre 2017, Iddri - Séminaire développement durable et économie de l'environnement (SDDEE) - Bilan de la COP23 et prochaines étapes (Paris)
- 27 novembre 2017, 1er Forum Union Africaine – Union Européenne des Gouvernements Locaux et Régionaux (Abidjan)
- 29 novembre au 1^{er} décembre 2017, [International Congress on Climate Change and its Impacts](#) organisé par SGP (Huaraz – Pérou)
- 30 novembre 2017, Mise en Lumière pour le Climat, Hôtel de l'Industrie (Paris)
- 10 décembre 2017, Evènement de l'Association Climate Chance sur le thème « Accès aux financements : les propositions prioritaires des acteurs non-étatiques issues du Sommet Mondial Climate Chance 2017 »
- 11 décembre 2017, [Climate Finance Day 2017](#)
- 11 décembre 2017, Conférence « Territoires, entreprises, opérateurs financiers : des solutions concrètes pour le climat » - Organisée par MEDEF et MEDEF International avec : AFEP, CCI France, Cercle de l'industrie, Collège des directeurs du développement durable, Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens, Entreprises pour l'Environnement, Global Compact France, ICC France, Paris Europlace (Paris)
- 12 décembre 2017, Sommet 2^{ème} anniversaire de l'Accord de Paris (Paris)
- 12 au 14 décembre 2017, [World Efficiency Solutions](#) (Paris)

Qui sommes-nous ?

Spécialisé dans le conseil en stratégie d'alliances et la communication en réseau, Alliantis accompagne les dirigeants d'entités publiques, associatives et privées soucieux d'anticiper et de s'adapter aux enjeux d'un futur durable, dans un esprit partenarial, de dialogue et d'ouverture aux autres acteurs.

Alliantis a été co-fondateur avec Hopscotch de Solutions COP21, organisé en 2015 à l'initiative du Comité 21 avec les membres et réseaux du Club France Développement durable. En 2017, Alliantis poursuit son développement en se rapprochant d'EcoAct, groupe international apportant aux entreprises et aux territoires une expertise unique pour anticiper et se transformer positivement face au changement climatique.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : blafon@alliantis.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à alliantis@alliantis.fr.



Cabinet Alliantis
Tel : 01 44 56 09 56
www.alliantis.fr

